

## Peuple de quelque part versus gens de n'importe où

Cette semaine, en cette fin d'année, je voudrais signaler à nos auditeurs plusieurs livres récents, susceptibles de nous faire mieux comprendre le monde nouveau dans lequel nous vivons. Première chronique, le populisme et ses défenseurs.

Un certain nombre d'événements récents ont pris de court les observateurs. Le Brexit, l'élection de Trump, de Bolsonaro au Brésil, la réélection de Viktor Orban en Hongrie et de Narendra Modi en Inde, ou encore le raz-de-marée conservateur aux récentes élections britanniques. Comme on n'y comprend pas grand-chose, on parle de « démocraties illibérales », ou d'une « vague populiste ».

### David Goodhart pour "le populisme décent"

David Goodhart, lui, défend ce qu'il appelle « le populisme décent ». A ses yeux, le clivage politique déterminant n'oppose plus les partisans de « la société ouverte » à ceux de la fermeture, ni les progressistes aux conservateurs. Mais "les *somewhere*" et les "*anywhere*", que l'on peut traduire par "*le peuple de quelque part*" face aux "*gens de n'importe où*".

Et son livre, « *Les deux clans* », paru et traduit aux éditions des Arènes en 2019, constitue une défense argumentée de ce "*peuple de quelque part*". A ses yeux, ce sont non seulement les grands perdants de la mondialisation, mais aussi les oubliés du système. Alors qu'ils forment la majorité, on ne les entend pas en dehors des consultations électorales. Les élites les méprisent et les médias, qui reflètent généralement l'opinion des élites, les ignorent.

### La gauche a abandonné les classes populaires, au profit de la politique des identités

Les partis de gauche ont abandonné les classes populaires historiques, qu'ils jugent arriérées et racistes, pour se consacrer à la défense des minorités - sexuelles, ethniques ou religieuses. Les nouveaux militants du parti travailliste, le Labour, en particulier, sont des jeunes gens issus des classes favorisées, radicalisés dans les serres chaudes des universités d'élite. Sous leur influence, le parti de la gauche britannique a négligé les questions d'inégalité de revenus et la modernisation de l'Etat-providence, pour se focaliser sur la politique des identités, la théorie du genre, l'écologisme radical, le véganisme. Il vient de le payer aux élections : le parti conservateur mené par Boris Johnson l'a largement emporté tandis que le Labour a subi l'une des plus graves défaites électorales de son histoire.

Les "*gens de n'importe où*", parce qu'ils sont porteurs d'un bagage culturel monnayable dans le monde entier, ne se sentent pas liés à la nation de leur naissance. Lorsqu'ils estiment avoir des responsabilités envers leurs semblables, elles sont diluées à l'échelle de la planète entière. Quand on se proclame le frère de l'humanité entière, quand on se dit citoyen du monde, on se comporte en général comme si l'on n'avait de responsabilité envers personne en particulier.

Or, le "*peuple de quelque part*", lui, est conscient de dépendre du cadre national en ce qui concerne la protection sociale. Il voit les "*gens de n'importe où*" applaudir à la mondialisation, qui leur offre des opportunités et fait baisser les prix des voitures et des ordinateurs. Mais le "*peuple de quelque part*" a vu fermer les usines qui employaient ses parents. Frappé par le chômage, le "*peuple de quelque part*" constate que la mondialisation n'est pas un progrès pour tous.

Les “gens de n’importe où” sont favorables à l’immigration parce qu’ils sont culturellement cosmopolites et qu’ils ont besoin de personnel disponible dans les emplois de service à la personne, les livreurs, les nounous, les chauffeurs, les caissières de supermarché... L’immigration fournit aux “gens de n’importe où” une main d’oeuvre bon marché et docile, surtout chez les immigrés récemment arrivés.

Le “peuple de quelque part” privilégie les valeurs de familiarité et de proximité. On y éprouve un fort attachement pour la région de naissance. On réside souvent à proximité du lieu de résidence des parents, qui partagent la garde des enfants. A l’inverse, une fois passés par les études supérieures, les “gens de n’importe où” se lancent à la conquête du vaste monde, voyagent, étudient et travaillent à l’étranger.

Goodhart relève que 60 % des Britanniques habitent encore à moins de 20 miles de l’école de leur enfance. Ces « gens de quelque part » vivent mal les flux migratoires, la concurrence dans les écoles, la compétition internationale. Ils ressentent la montée des inégalités comme une injustice et redoutent le déclassement pour eux et pour leurs enfants. Ils ne comprennent pas le sens de réformes qui, au nom de la compétitivité, leur paraissent sacrifier les droits sociaux.

## Entendre le “peuple de quelque part”, si l’on veut éviter de voir les populistes autoritaires l’emporter partout

Il faut à présent trouver des compromis entre les tenants de l’individualisme progressiste et ce qu’il appelle le « populisme décent », afin de le distinguer du populisme xénophobe à tendance autoritaire. Les populistes décents voudraient juste que le rythme du changement soit ralenti et que l’Etat retrouve le contrôle. Ainsi dans le domaine de l’immigration, explique Goodhart : “si vous voulez que les gens acceptent l’immigration, ralentissez le rythme de ce changement autant que possible, et insistez sur la continuité et la force du commun entre groupes, et non pas sur la diversité qui gêne les gens.”

## Des droits nouveaux à l’individu, au détriment des valeurs de communauté.

Je voudrais signaler aux éditeurs français un autre livre de même tonalité qui, lui, n’a pas encore trouvé de traducteur. Il s’agit de *National Populism. The Revolt Against Liberal Democracy*. Ses auteurs, Roger Eatwell et Matthew Goodwin, prétendent que les populistes d’aujourd’hui ne veulent pas moins de démocratie, mais au contraire davantage. En écho à Goodhart, ils écrivent que l’érosion de l’Etat-nation, sous l’influence de la double révolution libérale, culturelle et économique, a exaspéré les peuples. Les libéraux, prétendent-ils, ont donné la priorité à l’individu et à ses droits, au détriment des valeurs de communauté.

Ils refusent de trancher le dilemme : la montée du populisme a-t-elle plutôt des causes économiques ou plutôt des causes culturelles ? Les deux, répondent-ils, données chiffrées à l’appui.

L’angoisse actuelle, face à la rapidité des changements est causée la fois par un sentiment - fondé - de précarité sociale et de dénuement matériel et par ce que les auteurs appellent “l’hyper-changement ethnique”.

A leurs yeux, les deux aspects sont en effet indissociables. Je cite : "Les nations forment des communautés éthiques. Leurs membres ressentent un plus fort sentiment d’obligation envers ceux qui appartiennent à leur communauté nationale qu’aux autres. Prenez des gens qui ont combattu pour leur nation durant des guerres, ou qui ont payé des contributions toute

leur vie. Et d'un autre côté, quelqu'un qui vient juste d'arriver dans le pays en tant que migrant économique. (...) La redistribution d'un montant significatif de ressources requiert que l'on s'identifie fortement à ses compatriotes. Sans un sentiment de confiance et un sens profond d'appartenance commune, de tels systèmes de redistribution s'effondreraient. "

Source : D'après France culture, *Le tour du monde des idées*, le 30 décembre 2019, par Brice Couturier